

Agriculture : Franck Leroy appelle l'Europe à engager un plan massif de sauvegarde et d'avenir

Après un été 2026 marqué par une sécheresse exceptionnelle, des canicules à répétition et des pertes importantes dans de nombreuses filières, Franck Leroy, Président de la Région Grand Est, saisit Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne. Il l'appelle à engager sans délai un plan européen massif de sauvegarde et d'avenir pour l'agriculture, associant des mesures d'urgence et une stratégie durable d'adaptation au changement climatique.

Des vignobles champenois aux grandes cultures, de l'élevage aux productions légumières, l'agriculture du Grand Est subit de plein fouet les conséquences d'un été hors norme.

Les premières estimations témoignent de l'ampleur du choc : recul des rendements céréaliers, baisse attendue de 20 à 50 % de la production de pommes de terre par rapport à 2025, pertes pouvant atteindre 80 % pour certaines productions légumières et fruitières, diminution de la pousse de l'herbe comme de la production laitière et vendanges parmi les plus précoces jamais enregistrées, sur des vignes fortement éprouvées par le stress hydrique.

Au-delà des pertes de récoltes, c'est toute la chaîne agricole et alimentaire qui se trouve fragilisée : revenus des exploitations, trésoreries, coopératives, entreprises agroalimentaires et, à terme, capacité de production de nos territoires.

Dans le courrier qu'il adresse à Ursula von der Leyen, Franck Leroy appelle donc l'Union européenne à prendre la mesure d'une crise qui dépasse largement les frontières françaises.

« Il n'y a pas de souveraineté européenne sans agriculture forte. Et il n'y a pas de souveraineté alimentaire sans agriculteurs capables de vivre de leur métier. »

Une réponse d'urgence pour éviter les cessations d'activité

Face aux conséquences immédiates de la sécheresse, le Président de la Région Grand Est demande d'abord une mobilisation européenne permettant de soutenir les trésoreries des exploitations, compenser les pertes les plus graves et prévenir les abandons, les décapitalisations et les faillites.

Pour Franck Leroy, après un été qui a éprouvé les productions mais également les femmes et les hommes qui les font vivre, l'Europe doit adresser un message politique sans ambiguïté : les agriculteurs ne peuvent pas être laissés seuls face à des bouleversements climatiques d'une telle ampleur.

Préparer l'agriculture européenne aux nouvelles réalités climatiques

La réponse ne peut cependant pas se limiter à l'urgence.

Le Président de la Région Grand Est appelle à engager parallèlement une véritable stratégie européenne d'adaptation de l'agriculture : gestion de l'eau, protection et amélioration des sols, génétique, modernisation des équipements, innovation et nouvelles technologies, sécurisation des productions et accompagnement du renouvellement des générations.

L'objectif est double : permettre aux exploitations de traverser la crise actuelle et leur donner les moyens de résister durablement aux crises de demain.

Sanctuariser une Politique agricole commune forte après 2028

Alors que se prépare la prochaine programmation budgétaire européenne après 2028, Franck Leroy appelle également à renforcer et sanctuariser la Politique agricole commune.

L'agriculture ne peut être considérée comme une politique européenne parmi d'autres. Elle constitue une condition directe de la souveraineté, de la sécurité et de l'indépendance économique de l'Europe. Le plan demandé à la Commission européenne devra ainsi mobiliser de manière coordonnée les moyens européens en faveur de l'eau, de l'innovation, de l'investissement, du renouvellement des générations et de la protection des productions européennes face aux concurrences déloyales.

« L'Europe a su bâtir des réponses communes puissantes lorsque sa sécurité, son économie ou son indépendance étaient menacées. Elle doit aujourd'hui faire preuve de la même détermination pour son agriculture. Sauver nos exploitations, préparer leur adaptation et garantir notre souveraineté alimentaire : c'est un impératif vital pour l'avenir de notre continent. »

Par cette initiative, la Région Grand Est entend porter à Bruxelles la voix de ses agriculteurs, viticulteurs, éleveurs et de l'ensemble des filières agricoles, et appeler à une réponse européenne à la hauteur du changement d'époque auquel notre agriculture est désormais confrontée.